Jean-François FOGEL, Bruno PATINO, *La condition
numérique*

Paris, Grasset, coll. Essais français, 2013, 216 pages

Gilles Boenisch

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8841>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8841

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 316-318

ISBN : 978-2-8143-0182-5

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Gilles Boenisch, « Jean-François FOGEL, Bruno PATINO, *La condition numérique* », *Questions de communication* [En ligne], 24 | 2013, mis en ligne le 01 février 2014, consulté le 22 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8841> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8841>

journalisme d'information traditionnel. Tout comme ce dernier, le webjournalisme se définit autour de quatre opérations principales : la recherche, la collecte, l'analyse et la présentation des faits ; la présentation des nouvelles dans les médias traditionnels et sur le web ; la validation des contenus par le choix des sujets les plus signifiants ; enfin, l'accueil et la modération des diverses formes de contribution apportées par le public. De fait, il convient de considérer le croisement des web informatif et social en posant la question transversale : en quoi est-ce du journalisme ?

Dans le cinquième chapitre (pp. 127-145), pour répondre à cette question, Daniel Cornu reprend la proposition de Jean Charron et Jean de Bonville (« Le paradigme du journalisme de communication : essai de définition », *Communication*, 17, 1997, pp. 51-97) annonçant l'avènement d'un journalisme de communication. Ce journalisme serait « appelé à se substituer, comme paradigme dominant, au journalisme d'information qui s'impose aujourd'hui encore dans les médias, après avoir lui-même remplacé le journalisme d'opinion » (p. 127). Cette hypothèse repense notamment la question de la disparition du journalisme pour analyser la situation en termes de changement des pratiques. En effet, si le journalisme perd de l'influence dans sa fonction principale de *gatekeeper*, en démocratie, il continue d'être requis pour diffuser des informations que certaines personnes vaudraient dissimuler. Mais, surtout, face à la surabondance des informations sur l'internet, le journalisme se positionne dans son rôle de tri et de recoupement pour organiser les conversations et animer le débat. Ainsi le chapitre six (pp. 147-164) montre-t-il dans quelle mesure le journalisme modifie sa mission principale pour devenir un « donneur de sens » : désormais, il s'agit d'aider les citoyens à « trouver et comprendre des informations qu'ils puissent croire » (p. 159). La participation du journaliste sur le web social et informatif est donc plus que nécessaire car les internautes, pourvoyeurs et diffuseurs d'informations, ne fondent pas nécessairement leur activité sur le respect des principes de la responsabilité, de la liberté et du respect de la personne humaine. Pour cette même raison, il convient également de poser les questions de la fiabilité, de la véracité des informations, de la rumeur et de la vie privée. En effet, grâce au web 2.0, les citoyens peuvent participer plus facilement et activement en postant des contenus, des photos, des vidéos. Or, comment savoir si c'est vrai, si les informations ne sont pas truquées ou manipulées. D'ailleurs, ces questions, sont-elles encore pertinentes ?

Dans le septième chapitre (pp. 165-196), Daniel Cornu considère qu'il est nécessaire de reconnaître et d'encourager la responsabilité des internautes. En effet, comme il l'affirme dans la conclusion (pp. 197-206), la démocratisation de la communication a créé un malentendu : penser que « nous sommes tous journalistes ». Pourtant, le fait d'adopter des pratiques du journalisme ne revient pas à exercer le journalisme. « En opposition à certains usages répandus sur le Web, le journalisme se reconnaît dans la loyauté des méthodes envers les sources et dans la mise en balance des informations en regard de l'intérêt public ou d'autres biens dignes de protection » (p. 203). Toutefois, pour l'auteur, il ne s'agit pas non plus de discréditer la participation du public sur l'internet. Au contraire, à son avis, une éthique globale de la communication et une responsabilité partagée contribueraient à résoudre les problèmes entraînés par l'accroissement des web social et informatif. De fait, une éthique participative pourrait succéder à ce qu'on appelle le « journalisme participatif ». Ainsi, et pour finir, recommandons-nous l'ouvrage à tout professionnel de l'information et aux internautes intéressés par le web social. Il peut également constituer une référence pour des enseignants instruisant des élèves qui sont nés et qui ont grandi avec le web 2.0, sans avoir pour autant pris conscience de leur responsabilité sur le web. Toutefois, on peut regretter que le volume se limite à l'utilisation du web social dans le domaine de l'information, étant donné que la proposition d'une éthique participative formulée par l'auteur conviendrait à tous les domaines du web 2.0.

Yeny Serrano

LISEC, université de Strasbourg, F-67000
yeny.serrano@unistra.fr

Jean-François FOGEL, Bruno PATINO, *La condition numérique*. Paris, Grasset, coll. Essais français, 2013, 216 p.

L'essai présenté par Jean-François Fogel – consultant pour la conception et le développement du site *lemonde.fr* – et Bruno Patino – responsable des programmes et du développement numérique de France télévisions – s'attache à décrypter les implications de l'internet pour la condition humaine. En donnant une vision spécifique des mutations provoquées par le numérique, l'expression « condition numérique » tente d'exprimer l'implication sur les comportements, les rapports aux autres, la façon d'agir en société, la façon de penser, le rapport au réel, qui seraient largement impactés par l'accroissement de l'interconnexion généralisée : « Une forme nouvelle de la condition humaine naît de cet accès permanent au réseau. Il n'y a plus de virtuel ou de réel. Tout est réel.

L'expérience numérique est devenue une veille sans fin qui transforme tout. Les mass médias, les loisirs, le système de production, les rapports interpersonnels et même l'idée que nous nous faisons de la vie » (quatrième de couverture).

D'abord, « l'*homo sapiens* n'est pas devenu *homo numericus* » et nous ne sommes pas à l'aube d'une révolution. Selon les auteurs, la vraie nouveauté est « le temps de la connexion permanente » (p. 9) qui, peu à peu, exerce une dépendance sur des individus qui ne peuvent « se soustraire de l'espace social auquel il donne accès » (p. 17) : « Je suis connecté, donc je suis » (p. 18). Cet état est décrit comme une configuration presque manichéenne, où « il faut être là, connecté, toujours, ou bien renoncer au réseau » (p. 20) avec une soumission à l'immédiateté qui semble peser sur l'expérience. C'est même plus que cela pour les deux co-auteurs qui présentent le numérique comme un moyen de « se bâtir une narration fragmentée du monde faite d'ajouts successifs » (p. 21), une expérience numérique kaléidoscopique qui brille par son immanence et sa persistance, où l'essentiel serait la réactualisation immédiate faite « d'interruption permanente » (p. 22). En cela, un ensemble d'usages apparaît en même temps que ceux-ci créent un espace social. D'ailleurs, « l'expérience numérique est désormais une veille sans fin qui transforme tout » (p. 28), « la connexion ne change pas la vie, elle étend sa dimension sociale, sa temporalité et l'espace du réel. Une forme nouvelle de la condition humaine naît de l'accès permanent au réseau » (*ibid.*). Cette coexistence prendrait appui sur l'orgueilleux désir d'exister, de « s'engager » et de façonner une véritable identité en ligne, projection externe de celle hors-ligne (p. 36). Mais, l'internet n'est pas un univers partagé entre les espaces privé et public : c'est un espace social différent où le public est médiatisé par le privé. Ainsi, pour Jean-François Fogel et Bruno Patino, le réseau n'est-il pas un monde virtuel qui s'opposerait au réel, non plus un monde parallèle tel un miroir de la réalité. C'est bien un espace réel qui agit sur le réel transformé par l'attention portée à l'interconnexion numérique du maillage social médiatisé. Pour l'internaute, il importerait donc de « passer du singulier au pluriel, de l'isolement à l'appui collectif, de la rareté à l'abondance [...], disposé en temps réel autour de sa connexion devenue le centre d'un mode qu'il a choisi et dont il se sent le seul maître » (p. 74).

Ensuite, les auteurs soulignent l'importance de l'engagement des internautes sous l'égide de la gratuité qui ne coïncide pas avec son concept traditionnel.

En réalité, « l'internaute paye fidèlement en données à chaque connexion » (p. 139), « une monnaie invisible à la valeur bien réelle » (p. 137) qui échange service « gratuit » contre éléments personnels, comportementaux, constituant une part de son capital individuel exploitable. « Pris au piège » (p. 144) par la gratuité, il utilise un service réglé d'avance, « payé d'emblée » (p. 147) avec des dépenses d'une importance sans précédent pour communiquer et se divertir (p. 148). À cela s'adjoint un autre concept préexistant dans d'autres domaines : « Produire n'est pas détenir ». L'internaute produisant les données qui le caractérisent n'a pas la légitimité à les posséder ; son inscription inclut systématiquement son renoncement à la propriété, par extension à la propriété privée. L'effacement des données est également remis en cause, en permettant la révélation de relations insoupçonnées, de schémas explicatifs, d'usages émergents à la solde d'entités « contrôlant les principaux canaux de distribution » (p. 78) et influençant indirectement l'espace et les pratiques en dehors du numérique. Pourtant, Jean-François Fogel et Bruno Patino font l'impasse sur l'économie réelle de la gratuité à la genèse de l'informatique, du réseau internet et de toutes les avancées technologiques actuelles. Cette dimension se renforce considérablement à mesure que les espaces de liberté interfèrent avec l'exploitation consumériste de l'internet. Ainsi semble-t-il très restrictif et erroné de caractériser le phénomène numérique aux cinq grandes entités commerciales citées dans l'ouvrage, en soustrayant ce qui fait réellement l'essence du réseau : l'économie du partage. Tout n'a pas à être approprié dans une jouissance exclusive, il est des choses qu'il est plus productif de partager, y compris pour soi-même. L'économie du partage n'est pas une négation du capitalisme, mais une optimisation des propriétés de chacun au service du collectif comme de l'individu.

Enfin, le point important soulevé par Jean-François Fogel et Bruno Patino est la vivacité et l'évolution permanente de l'univers numérique auquel la législation n'a pu s'adapter. D'autant que, pour les auteurs, « le cadre légal du capitalisme numérique est un état de fait que légitime à chaque seconde l'activité des internautes. Réguler le réseau de façon différente, après plusieurs décennies de vie numérique, revient à se mêler de l'activité de milliards d'internautes qui ont choisi par eux-mêmes la façon d'utiliser leur connexion » (pp. 156-157). L'internet s'appuie donc sur une sorte d'hypercapitalisme « autorégulé », fondé sur l'économie du partage. Cette particularité fait écrire aux auteurs que « les discours des premiers temps numériques sur la convergence [...] sont désormais dépassés. Les convergences sont en fait des universalités :

universalité des outils [...], universalité géographique [...], universalité des rôles [...], universalités des savoirs. L'apparition d'une autre culture, réellement globale, résulte de ces universalités » (p. 131). Là réside peut-être la clé des conditions numériques. Soit les données restent un bien privé à la discrétion exclusive des géants de l'internet, soit elles pourraient être un bien commun universel.

Finalement, l'essai tente de fournir une vulgarisation de la prégnance des activités numériques. La réflexion s'efforce de se construire sur l'humain conceptualisé dans les technologies de l'information et de la communication, à partir d'une succession de modules textuels. Cette construction atypique explique peut-être les fréquentes et parfois étranges références, indiquant « d'évidence » que l'homme a toujours été indissociable de ses activités sociales et techniques. En cela, à défaut de présenter une réelle problématique, *La condition numérique* illustre ses propos avec des citations d'auteurs antérieurs au numérique : Marshall McLuhan, William Gibson, Pierre Teilhard de Chardin, Jean Baudrillard, Vladimir Nabokov, Arthur C. Clarke, Jules Verne, Karl Marx, André Malraux, Alexis de Tocqueville... Pourtant, même si cette mise en perspective décalée a le mérite d'ouvrir un interstice dialogique, elle n'arrive pas à éclairer suffisamment les thématiques successives pour que l'on puisse aller au-delà d'un discours grand public. On aurait aimé que les textes incitent à investir plus que l'immédiateté et, parfois, la superficialité des propos, en se donnant les moyens d'une analyse pluridisciplinaire prenant en compte, *a minima*, les écrits spécialisés et les enjeux s'y attachant.

Néanmoins, l'ouvrage suscite l'intérêt pour ce qu'il livre des auteurs : un instantané des conceptualisations et des visions d'auteurs *référents* au cœur des sphères médiatiques privées et publiques, décrivant ce qu'ils perçoivent de l'univers numérique qu'ils s'efforcent « d'exploiter ».

Gilles Boenisch

CREM, université de Lorraine, F-57000
gilles.boenisch@gmail.com

Paul JORION, *La guerre civile numérique*.

Paris, Éd. Textuel, coll. Conversations pour demain, 2011, 109 p.

Reposant sur un travail de *notes de terrain* au sens anthropologique, l'essai de Paul Jorion recroise les données de son blog très populaire sur l'internet. Le chercheur avait été l'un des premiers à prévoir la crise des *subprimes* et la récession qui allait

en résulter. Spécialisé à la fois en économie, en intelligence artificielle et en anthropologie sociale, Paul Jorion conduit une réflexion informée et hétérodoxe sur les nouvelles formes de critique sociale et d'activisme politique qui se développent *via* l'internet. Dans *La guerre civile numérique*, il revient sur l'épisode Wikileaks et les réactions politiques qui l'ont accompagné. Il dépeint une situation d'extrême tension qu'il qualifie de « prérévolutionnaire », qui ne serait pas un mouvement émanant du bas pour s'élever contre les pouvoirs en place. À l'inverse, il s'agirait d'« une déclaration de guerre » qui vient des gouvernements, contre les mouvements citoyens.

En quoi Julian Assange représente-t-il une menace pour de nombreux gouvernements ? Les réseaux sociaux favorisent-ils l'apparition de révoltes populaires ? Comment les *hackers* contournent-ils les mécanismes de surveillance généralisée mis en œuvre par les gouvernements ? Peut-on « éteindre » l'internet, comme le prévoient les États-Unis (Loi Kill-Switch, p. 72) pour empêcher une révolution ? Existe-t-il des seuils psychologiques qui, une fois franchis, rendent les événements futurs totalement indécidables ? Les blogueurs peuvent-ils concurrencer les journalistes ? Autant de problématiques pour lesquelles Paul Jorion donne des éléments d'analyse dans l'ouvrage.

La première partie, « Les hacktivistes : cyber-terroristes ou dissidents numériques ? » (pp. 10-47), dénonce la collusion profonde entre les gouvernements et les entreprises privées, faisant conjointement appel à des officines privées de sécurité pour contenir les « déviants ». Qualifiés par le gouvernement américain de « terroristes *high-tech* », de « combattants ennemis à neutraliser » (pp. 19-22), les dissidents, *hackers* et Anonymous, se présentent comme des agents subversifs au service de la transparence démocratique, une transparence institutionnelle refusée au nom de la nécessité des niveaux d'intervention officiel et officieux. En réalité, les gouvernements n'arrivent pas à s'accommoder de la transparence. Finalement, la démocratie n'est qu'un discours de façade, une image. En contrepartie, « le fait qu'Internet offre un relatif anonymat a toujours été considéré comme un danger par les autorités » (pp. 25-26). En ce sens, l'intervention majeure de Wikileaks a prouvé « que les entreprises s'approprient activement l'autorité de l'État pour assurer et augmenter leur propre pouvoir. L'exemption de l'État de droit a été purement et simplement transférée du sommet des élites politiques à leurs contreparties du secteur privé » (p. 38). À cette occasion, on découvrait que les États s'adressaient « à des agences s'occupant en principe de sécurité, mais en réalité essentiellement de